



**FRICHE SAINT-SAUVEUR :
LA GUERRE DES
MONDES**

BÉNÉDICTE VIDAILLET

Depuis 2017, nous¹ luttons pour défendre un lieu : la friche Saint-Sauveur, 23 hectares de nature au centre de Lille promis à la destruction. Pour le grand projet de la ville de Lille : 2500 logements, une piscine olympique de cinq bassins, la fosse de plongée «la plus profonde d'Europe», des surfaces commerciales pour les grandes enseignes, des

1. J'intègre à ce « nous » les camarades avec lesquels nous faisons vivre cette lutte. Essentiellement un collectif – Fête la friche – et des associations réunies par leur défense de l'environnement et la préservation d'un territoire – PARC Saint-Sauveur, Entreliares, ASPI, Amis de la terre, etc. Ces associations et collectif ont exprimé leurs idées et revendications via de nombreux supports : manifeste, avis dans les enquêtes publiques, tracts, expositions, festivals, etc. Cependant, les propos tenus dans ce texte plus personnel n'engagent que moi. J'y développe des idées que j'ai pu esquisser dans des textes antérieurs, et dont beaucoup ont pu mûrir grâce aux actions et aux échanges soutenus avec mes amis et proches camarades, que je côtoie notamment à la friche Saint-Sauveur. Quelle chance de les connaître et de les voir si souvent ! Ils se reconnaîtront.

bureaux. Soit 250 000 m² de « surface plancher », 5 000 habitants et 10 000 bagnoles par jour supplémentaires. La cerise : un parc de 3,4 hectares et des toitures végétalisées.

Depuis 2017, nous avons fait valoir notre opposition au projet lors des enquêtes publiques, nous l'avons bloqué au tribunal administratif de Lille, nous avons occupé le terrain en plantant, jardinant, en construisant des structures plus ou moins éphémères (abris, cabanes, sculptures, etc.), nous avons profité du lieu et de la liberté qu'il offre.

Pourquoi nous obstinons-nous ? Pourquoi un tel attachement ? A une friche, « no man's land sans valeur patrimoniale »² et « opportunité foncière unique »³ pour les techniciens et les élus de la Métropole européenne de Lille ?

LE RÉGIME DES EXPERTS

Autour de la friche Saint-Sauveur et de son devenir, ce sont en fait deux mondes qui se font face et que tout oppose. En quoi consiste « leur » monde, celui dans

2. Expression utilisée dans les études d'impact produites par la MEL dans le cadre des enquêtes publiques 2018 et 2019.

3. Cf. https://documents-plu2.lillemetropole.fr/PLU2_121219/3_OAP/OAP_PROJET_URBAIN.pdf p.304

lequel nous ne voulons pas vivre, celui dont nous nous *désaffiliions*?

C'est d'abord *le régime des experts*. Vous vous croyez en démocratie? Vous rêvez : ceux qui nous gouvernent fondent leur légitimité sur le recours permanent à des experts, une techno-élite qui produit en batterie chiffres, études, rapports, formules, jargon. Concevoir, construire et faire fonctionner la ville dépasserait complètement les capacités de compréhension et les connaissances du commun des habitants. D'où la nécessité d'en passer sans cesse et sur tous les sujets par eux, les experts.

Pour la friche Saint-Sauveur, comme pour le quartier de Bois-Blancs et le port fluvial, qui partageaient le privilège d'être vus comme les « dernières opportunités majeures d'aménagement de Lille », les experts sont lâchés en 2009 avec le séminaire *Ville 3000 – Imaginer de nouveaux quartiers à vivre à Lille*⁴. Chercheurs, architectes, urbanistes, aménageurs et maîtres d'ouvrage réunis par la Ville, ont pour mission d'« identifier les grands enjeux de la ville à venir » et « d'en dessiner les principales orien-

4. Ce projet a donné lieu à une publication « Ville 3000 – Imaginer de nouveaux quartiers à vivre à Lille », (Dominique Carré ed., 2010), recueil des contributions des différents participants à ce séminaire.

tations». Habitants appréciez, on pense la ville pour vous. Oubliez vos connaissances, liées à vos vies ici, à votre pratique intime et quotidienne de ce territoire, aux ressources que vous y trouvez ou créez, à la manière dont vous l'utilisez. Oubliez ce qui, en lien avec lui, vous a été transmis par vos parents, vos amis, vos voisins : votre « cadre de vie » fait l'objet d'un « projet directeur ».

Ce n'est que le début. Viendront les « études d'impact » compilant des données hétéroclites d'experts en tous genres – en construction, chauffage urbain, pollutions diverses, en vulnérabilité, biodiversité, en patrimoine archéologique, déplacements urbains, etc. Peu importe qu'ils puissent se contredire entre eux, peu importe que les fameuses études comportent d'énormes lacunes méthodologiques (par exemple sur la pollution de l'air due au nouveau quartier), que des pans entiers du problème soient ignorés (comme l'impact du projet sur la ressource en eau), que les données utilisées soient caduques (sur les températures à Lille et les îlots de chaleur)⁵. Car à la fin, on en retiendra que la friche Saint-Sau-

5. Sur tous ces aspects, on pourra se référer au travail des associations PARC Saint-Sauveur, ASPI, Amis de la Terre Nord, et du collectif Fête la friche : <https://parcsaintsauveur.wordpress.com/2018/08/15/rapport-interassociatif-avril-2018/#more-276>

veur n'a pas de « valeur patrimoniale » et qu'il faut construire ce qu'on avait prévu de construire. Pour la mise en musique concrète, on recourra aux experts urbanistes, aux experts architectes, aux experts en construction, aux experts paysagistes. Chacun vendra sa soupe et que le meilleur gagne ! Ah j'oubliais : les experts en « démocratie participative », « concertations » et autres « conférences de consensus », chargés de faire dire aux habitants qu'ils sont d'accord avec ce qu'on leur a concocté, à quelques détails près - couleur des pots de fleurs, nombre de places de stationnement, sens de circulation d'une rue, etc.

PRODUIRE L'IGNORANCE

Une raison fondamentale avancée par les partisans de ce régime est la taille et la complexité de nos villes. Faut-il s'étonner de ce gigantisme quand la seule perspective politique, lancinante, n'a été que « la croissance » et « l'attractivité » du territoire ? Quand l'obsession est de faire grossir ce qui n'est plus une ville mais une « métropole », d'élargir sans cesse l'échelle de la décision, de concentrer les infrastructures - logements, bureaux, équipements, etc. - et de les concevoir toujours plus démesurées, « performantes », spectaculaires et onéreuses ? Quand nous

est présenté comme une fatalité le fait *de devoir vivre dans des mégalofoles à croissance infinie, quelles que soient les limites physiques du territoire et ses ressources réelles en eau, en air ou en terres?* Quand la SPL Eurallille, société publique locale chargée depuis 1990 de l'aménagement de Lille et notamment de Saint-Sauveur, a comme slogan «la ville continue»⁶? Ces tailles si démentielles à l'échelle humaine sont prétexte à une bureaucratisation et une administration croissantes – via des structures qui se superposent, se chevauchent, se multiplient – qui légitiment l'accaparement du pouvoir par le régime des experts. Plus ces structures existent, plus on justifie leur nécessité par des décisions d'équipements et d'aménagements gigantesques, qui à leur tour justifient administration, bureaucratie et niveau de décision élargis, etc. C'est un cercle vicieux. Et l'habitant, broyé par une machine bureaucratique géante, de plus en plus géante au fur et à mesure que les échelles s'accroissent, n'aurait d'autre choix que de s'en remettre à plus avisé que lui pour toutes les questions qui concernent sa vie – il pourra toujours participer aux «conseils de quartier» et autres instances de «démocratie participative», qui parachèvent l'édifice.

6. <https://www.spl-euralille.fr/>

Mais ne nous leurrions pas : dans ce régime, *personne*, aucun technicien, aucun élu, aucune institution, *ne comprend réellement les enjeux du territoire*. Pour au moins deux raisons. Premièrement, chacun en est si détaché qu'il n'en a, au mieux, qu'une compréhension abstraite et théorique, forcément lointaine, lacunaire et très générale : bureaux d'études parisiens, cabinets de paysagistes strasbourgeois, agences d'architecture mondialisées, qui, pour « designer » la ville, travailleront sur plan, ne viendront pas sur place, et surtout, n'habiteront *jamais* là. Le vivant qu'abrite la friche Saint-Sauveur est peut-être pour eux vraiment équivalent à la « nature en ville » qu'ils promeuvent sur les toits d'immeubles végétalisés de plaques de sedums élevés en batterie par l'industrie horticole, ou sur les terrasses de « forêts urbaines » en pots. Quant aux bureaucrates et aux élus de la métropole, ils ne connaissent pas mieux leur territoire : pour la friche Saint-Sauveur, combien peuvent identifier les plantes communes qui y poussent ? Reconnaître à leur chant des oiseaux qui y nichent ? Combien sont tout simplement venus se promener sur ces 23 hectares à chaque saison pour constater les changements de la nature ? Cela pourrait passer pour une banale anecdote si elle n'était si révélatrice : en 2018, un architecte de la SPL

Euralille, membre de l'équipe en charge d'aménager Saint-Sauveur, croyait faire le malin sur la page Facebook de Fête la friche, collectif opposé au projet de la Ville ; il moquait un message vantant l'emplacement unique du « belvédère » attenant à la friche, pour observer à Lille un coucher de soleil. Le pauvre imbécile n'ayant jamais de ses yeux vu ces exceptionnels couchers de soleil depuis le belvédère, se référait à des plans, qu'il ne savait visiblement pas lire, pour contester une vérité qui sur place s'impose à chacun.

Deuxièmement, ce régime fait coexister des domaines de spécialisation si parcellaires et morcelés que personne n'est plus capable de rien comprendre à l'ensemble, aux liens qui articulent le territoire et lui donnent un sens général. Perdu dans le détail de son domaine, s'abritant derrière des méthodologies, des modélisations et des technologies sur lesquelles il n'a lui-même aucune maîtrise, l'expert a surtout perdu toute vue d'ensemble, toute logique globale du territoire. *Cette expertise ne produit aucun savoir réel et profond, aucune connaissance systémique qui permettrait d'éclairer les grandes décisions à prendre.* La complexité artificielle que crée ce régime fait oublier l'essentiel : la complexité du vivant, qui s'adosse à des cycles fondamentaux reliés entre eux – cycles de l'eau, des sols, de l'air... Et comme personne ne s'at-

tache à cette complexité-là et aux principes qu'elle mobilise, comme personne n'en est le garant, on assiste à de pathétiques négociations entre domaines de spécialisation, au gré de « compromis » et des rapports de forces entre institutions, entre services, entre élus. Au contraire, dans la logique systémique du vivant, *il n'y a pas à négocier*. Quand on comprend, même un peu, les principes gouvernant le cycle qui alimente les habitants de la métropole lilloise en eau potable, la protection des aires de captage devient un sujet *non négociable*. Et construire une nouvelle route comme la LINO – contournement de Lille pour relier le « pôle de compétitivité » Eurasanté, auquel le préfet du Nord a donné son accord en Août 2021 – en détruisant des champs qui assurent la captation d'eau et la recharge de la nappe phréatique, et des sols fertiles qui ont mis des siècles à se constituer, *ne s'envisage pas*. Les principes qui assurent la continuité de la vie sont incommensurables.

PRÉSERVER LE MYTHE

Si ce régime d'experts est incapable, par nature, de produire le savoir réel et profond dont nous avons besoin pour vivre, l'Expertise est cependant sans cesse brandie par ceux qui nous gouvernent. Elé-

ment clé du jeu « démocratique », elle laisse croire que les décisions politiques s'appuient sur la raison, la connaissance, la rationalité, sur des méthodes et des faits incontestables. Mais paradoxalement, c'est le *non savoir* qu'elle produit, qui permet de prendre des décisions difficiles à contester : pour Saint-Sauveur, la grosse machinerie des enquêtes publiques, adossées à des « études d'impact » de 400 pages, était lancée quand les décisions étaient déjà prises et que rien ne devait dévier les élus de leur volonté première – programmation du nouveau quartier, choix du constructeur de la piscine, etc.

Dans les faits, l'expertise fonctionne donc comme un mythe.

Les experts eux-mêmes, et ceux qui s'appuient sur eux, tels de mauvais magiciens utilisant des formules ésotériques et le savoir qui leur est attribué pour s'accaparer un pouvoir, savent qu'il s'agit de *faire semblant*. Un magnifique exemple nous était donné avec le « rapport d'expertise à propos de la localisation de la piscine du projet d'aménagement de la friche Saint Sauveur à Lille »⁷. Rappelons le contexte : le 5 octobre 2018, le tribunal administra-

7. <https://fetelafriche.files.wordpress.com/2019/10/critique-du-rapport-dexpertise-air-septembre-2019.pdf>

tif de Lille donne raison aux associations citoyennes contestant l'intérêt général du projet. Le projet est gelé jusqu'à ce que les arguments des associations soient examinés par le tribunal sur le fond. La MEL lance alors une enquête publique complémentaire à l'issue de laquelle le commissaire enquêteur lui demande de nommer un «expert indépendant» «afin de vérifier que la localisation projetée pour la réalisation de la piscine, compte tenu de la qualité de l'air à cet endroit, est, pour les futurs utilisateurs, compatible avec les modifications physiologiques à l'effort lors des activités sportives.»⁸

Qu'à cela ne tienne : la MEL commande cette expertise mi-mai 2019 auprès du Pôle «Pollution Santé Longévité», groupe d'experts locaux - chercheurs, universitaires, médecins, etc. - coordonné par l'institut Pasteur de Lille⁹ et dont la mission officielle est d'«informer et susciter une prise de conscience du grand public aux problèmes de pol-

8. p.2 du rapport du commissaire-enquêteur

9. L'Institut Pasteur est une fondation créée par la Ville de Lille, avec, à son Conseil d'administration, les personnes qui veulent bétonner Saint-Sauveur (des élus de la Ville et de la MEL et même une représentante du groupe Rabot Dutilleul constructeur de ladite piscine). Cf le communiqué des associations ici : <https://www.elnorpadcado.fr/Rapport-des-juges-et-parties-sur-la-pollution-de-SaintSauveur>

lution et des maladies qu'elles peuvent entraîner, et sensibiliser les décideurs pour lutter efficacement contre la pollution»¹⁰. Le Pôle réussit l'exploit de rendre son rapport moins d'un mois après. Et conclut à un ratio bénéfices/risques positif¹¹ : la piscine peut être construite où les décideurs ont prévu de la construire. Ce rapport a des effets considérables : il permet aux élus de la MEL de voter le 28 juin 2019 « l'intérêt général » du projet ; c'est l'argument principal utilisé en septembre 2019 par l'avocat de la MEL face aux associations qui de nouveau le contestent juridiquement ; et il est diffusé en juin aux membres d'un « débat citoyen sur la qualité de l'air » lancé par la Ville pour les « éclairer » sur la pollution à Lille...

Quiconque examine ce rapport avec attention en déduit pourtant sans hésiter que *rien ne permet d'aboutir à la conclusion avancée* : le document est truffé d'erreurs de raisonnement grossières, d'erreurs factuelles et de lacunes¹² ; il reprend sans recul cri-

10. Cf. la présentation du Pôle <https://www.pasteur-lille.fr/actualites/dossier-du-mois/pollution-et-sante/pole-pollution-sante-longevite/>

11. P. 37 du rapport

12. Quelques exemples : 1) Le rapport s'appuie sur une modélisation qui ne tient compte que d'un seul polluant – les PM_{2,5} –, quand ce qui caractérise le site est justement la co-présence de plusieurs polluants à des taux élevés susceptibles d'être

tique les seules données produites et communiquées par la MEL alors que celles-ci ont été contestées par l'Autorité Environnementale et par les associations. La méthodologie suivie – à supposer qu'il y en ait une – pour répondre à la question posée et structurer le rapport n'est exposée nulle part. Sans compter les erreurs formelles qui émaillent le document : fautes, mots oubliés, parties manquantes, références bibliographiques omises, etc.

On pourrait s'offusquer de voir des chercheurs bafouer à ce point « l'éthique et la rigueur scientifiques ». Mais ce serait passer à côté de ce que met

dangereux pour la santé – PM₁₀, NO₂ ; et le taux de ce polluant est minoré de 20%, les « experts » semblant ignorer qu'il est sur ce site bien supérieur à la moyenne lilloise, d'où l'inquiétude des associations et la demande du commissaire-enquêteur. 2) Les « experts » réduisent les « effets sur la santé » à la mortalité, au détriment d'autres risques, moins radicaux mais également préoccupants en terme de santé publique. 3) La population traitée par la modélisation n'est pas représentative du public amené à fréquenter l'équipement olympique projeté, notamment les sportifs de haut niveau. 4) La modélisation ne tient pas compte non plus du cas des personnes vulnérables - enfants, femmes enceintes ou personnes souffrant de maladies chroniques. Une critique exhaustive des aberrations de ce rapport peut être lue ici : [critique-du-rapport-dexpertise-air-septembre-2019.pdf](https://parcsaintsauveur.files.wordpress.com/2020/01/critique-du-rapport-dexpertise-air-septembre-2019.pdf) (wordpress.com) et une synthèse là : <https://parcsaintsauveur.files.wordpress.com/2020/01/critique-du-rapport-dexpertise-air-version-synthc3a9tique-octobre-2019.pdf>

au jour cette histoire : *ces rapports et ces experts ont pour fonction essentielle de faire fonctionner le mythe.* Les Experts sont intervenus, citoyens dormez tranquilles ! On appréciera alors d'autant plus le détail qui tue : l'examen des propriétés informatiques de ce rapport signé par des experts « indépendants » montre que son auteur informatique n'est autre que le « Responsable Service Risques Urbains et Sanitaires de la Ville de Lille » - ce qui sera constaté par huissier et produit en justice par les associations requérantes. Nul besoin d'être un expert en informatique pour accéder à cette information – il suffisait de penser à la chercher. Mais le mythe est censé si bien fonctionner, que personne, en mairie, n'avait songé à effacer ce genre de traces.

Qui sait : eux-mêmes croient peut-être au récit fabuleux d'un fantastique équipement intégré à un génial projet qui rendra nos vies tellement plus merveilleuses ! Leur promesse : nous entrerons tous dans ce grand royaume de l'abondance, de la performance, du gigantisme, de l'attractivité. Tout le monde pourra habiter, travailler, consommer, se divertir, faire du tourisme à Lille, nager dans une piscine olympique, bronzer l'été sur son solarium, apprécier la « polarité culturelle et commerciale » du futur quartier Saint-Sauveur et ses nouvelles « aménités métropo-

litaines»¹³, etcetera etcetera. *La seule condition est de nous en remettre à la technostructure et à sa bienfaisance paternaliste*, qui se prétend seule capable de comprendre et satisfaire nos besoins, et sans qui nos vies et nos villes ne fonctionneraient pas. Et d'en laisser la réalisation concrète aux grands groupes industriels de construction, de promotion immobilière, de BTP, adossés à des institutions financières et bancaires. Et si vous ne voulez pas de cet univers, vous êtes promis à la marginalité. Ou alors, c'est que vous êtes des «bobos»¹⁴, suffisamment privilégiés pour pouvoir faire la fine bouche ou accepter que les autres soient laissés en dehors du système.

Il suffit pourtant de constater ce qui est produit sur cette base pour comprendre que cette vision du monde relève de la mystification : malgré les prouesses technologiques, les méga-capacités de planification, les immenses moyens dédiés, *les promesses d'amélioration échouent les unes après les autres*, ou ce qui semble offrir une amélioration crée un nouveau problème, et au final, la ville ne se transforme pas positivement pour nous, les habitants. Bien au contraire, chacun expéri-

13. Etude d'impact, 2018, p.11

14. Terme systématiquement utilisé par la maire de Lille pour disqualifier les opposants au projet.

mente chaque jour que non seulement les problèmes fondamentaux qui le concernent ne sont pas résolus, mais même qu'ils s'aggravent : embouteillages qui ne se résorbent pas malgré les infrastructures croissantes ; difficultés de se loger et explosion du prix du logement, à la vente comme à la location, alors que les programmes immobiliers pullulent ; pollution de l'air permanente malgré les restrictions de circulation ; omniprésence des problématiques liées à la grande pauvreté et à la précarité – drogue, mendicité, personnes à la rue, etc. autant d'exclusion et de misère que fabrique la ville - quand Lille se targue d'attirer la « classe créative » 2.0 ; sentiment concret d'étouffer par manque de nature dans la ville finaliste du « Prix Capitale verte européenne » en 2019... Pire : les décisions actuelles obèrent nos capacités à pouvoir faire face aux vrais problèmes qui se posent à nous, dans l'hypothèse où nous parviendrions à changer de régime : disparition irréversible de sols fertiles ; épuisement de la ressource en eau ; destruction des derniers lieux qui offrent des alternatives...

SE DÉSAFFILIER DE LEUR MONDE

Cette mythologie ne prend pas sur nous. *Le monde qu'elle promet et le monde qu'elle produit n'est pas celui*

dans lequel nous voulons vivre. Leur monde nous tue littéralement. Nos aspirations, nos affects, nos valeurs, nous en détournent, nos sensibilités frémissent à son contact, notre nature d'être humain relié au vivant, en quête d'essentiel, sait profondément qu'elle a besoin d'autre chose pour s'épanouir. Nous refusons d'embarquer dans un voyage qui non seulement ne nous fait pas rêver, mais ressemble même à un cauchemar. Avec comme seule destination un horizon toujours plus bouché, contrôlé et pollué.

Nous ne voulons pas de ce monde laid qui a poussé et continue de pousser sur toute la ceinture périphérique de Lille sous la série « Euralille », déclinée en saison 1 puis 2 : gare tunnel balayée par les vents, casino à l'imprenable vue sur les échangeurs, hôtel de région aux centaines de fenêtres alignées qui puent la bureaucratie autant que la démesure ; tours lisses, façades glacées, auxquelles aucune aspérité de vie ne peut s'accrocher ; architecture standardisée qu'on voit à Pékin comme à Reykjavik ; matériaux sans histoire autre que celle qui les relie à l'industrie mondialisée qui les produit ; arbustes sur tige, pied encadré, racines maîtrisées, balisant méthodiquement le parcours ; caméras reliées à un « centre urbain de vidéosurveillance » ; trottoirs gris, sans trous, sans relief, où se réveille sous nos pas une

vague angoisse métaphysique. Car sur ces trottoirs que l'on emprunte, dans ces quartiers que l'on traverse, nul ne se promène, nulle ne déambule, aucun flâneur. Nous ne voulons pas entendre que l'esthétique est relative et que seuls les réactionnaires ou les ignares en histoire de l'architecture sont incapables d'apprécier la modernité qu'on nous offre. Prétexte pour dénier la laideur qu'ils fabriquent alors qu'aucun de nos élus n'habitera dans ces immeubles neufs de la Porte de Valenciennes, collés les uns aux autres et cernés par la circulation, et que ce sont les rues du Vieux Lille plutôt que les nouveaux quartiers qu'ils continueront de brandir pour attirer le touriste.

Nous ne voulons pas être cantonnés au rôle d'abrutis et de subordonnés passifs, appelés à jouer leur rôle de bons petits citoyens en glissant un bulletin dans une urne tous les cinq ans et à valider le fait accompli dans de pseudo-concertations. Pour Saint-Sauveur, étaient « mis à disposition du public en Mairie et à la Métropole Européenne de Lille aux heures habituelles d'ouverture des bureaux » « un dossier et un registre, du 1er juin 2017 au 30 juin 2017, destinés à recueillir les observations *éventuelles* »¹⁵ sur le pro-

15. <https://docplayer.fr/82980616-Deliberation-du-conseil.html>, p.2. C'est moi qui souligne.

jet. Oui, *éventuelles* – ça pourrait se produire, on ne sait jamais, si toutefois l’envie vous prenait, d’avoir quelques remarques à faire sur ce projet tout ficelé. Et comment se faire une idée pertinente des enjeux du projet quand, malgré la demande réitérée du collectif Fête la friche, les 23 hectares de cette friche ferroviaire étaient depuis 2003 fermés au public, obligé de se mettre dans l’illégalité pour venir simplement s’y promener ? Quant aux « ateliers thématiques », « temps d’échanges sur l’habitat et le développement durable dans le projet »¹⁶, avec quelques figurants, la plupart conseillers de quartier incités à venir, ils eurent le mérite d’être introduits sans détour par le directeur de la SPL Euralille : il était bien sûr hors de question de remettre en cause la programmation, soit le nombre de logements, la piscine, les équipements, les surfaces de bureaux et de commerce, etc. Que restait-il à discuter ? La largeur d’une voie ? Des aménagements de bancs ? Une petite augmentation de la taille ridicule – 1,8 hectares – du « jardin de la vallée » ? Et que dire de la réaction de la MEL, suite à l’avis du commissaire-enquêteur en charge de l’enquête publique qui en mai 2018 assortit son avis favorable au projet de trois réserves majeures, sur les risques de

16. *Ibid.*

pollution de l'eau et de l'air générés par le projet, et la place trop faible qu'il accordait à la nature! « Rien à foutre! » répondit en substance l'assemblée métropolitaine, qui à peine un mois après votait sans hésiter une délibération donnant le feu vert à un projet qui ne tenait aucun compte de ces réserves¹⁷. Peu leur importait de bafouer le droit élémentaire, puisque ce type de procédés, habituels, n'est en général pas contesté par des citoyens dépassés par la complexité formelle du processus. Malheureusement pour nos élus, deux associations, PARC et ASPI, attaquaient l'illégalité de cette délibération et obtenaient ainsi que le tribunal administratif de Lille suspende cette délibération jusqu'à l'examen¹⁸, sur le fond, de leurs arguments contestant son intérêt général.

Nous ne voulons pas laisser les grandes décisions qui nous concernent à l'arbitraire, à l'ignorance ou au manque de courage de techniciens et d'élus jouant à SimCity avec nos vies, pour notre bien. Qu'il fut pathétique ce moment, lors d'une réunion publique

17. Délibération du conseil de la Métropole Européenne de Lille n° 18 C 0391 en date du 15 juin 2018 concernant la déclaration de Projet d'intérêt général valant mise en compatibilité du PLU pour la Z.A.C SAINT-SAUVEUR

18. <http://lille.tribunal-administratif.fr/Actualites/Communiques/Projet-Saint-Sauveur>

que l'association PARC organisait en novembre 2019 pendant la campagne des élections municipales de mars 2020¹⁹, pour présenter son projet alternatif pour le site et convier les têtes de liste à se positionner publiquement sur cette proposition ! La maire de Lille, à l'origine du projet de la MEL, avait refusé avec superbe, par voie de presse, cette possibilité de débattre. Quant aux listes concurrentes, on assista à un pitoyable bal des faux-culs. Le représentant de la droite, vieux loup de la politique ayant été tour à tour ou conjointement maire, élu à la MEL, député, sénateur, secrétaire d'état, ministre, nous assurait trémolos dans la voix qu'il avait changé, compris l'urgence climatique, et était prêt à renier le projet qu'il avait porté sans faillir comme Vice-Président à l'aménagement du territoire de la MEL de 2014 à 2019, et à ce titre rédacteur de toutes les délibérations concernant la friche Saint-Sauveur, y compris celle attaquée par les associations et bloquée par le tribunal administratif de Lille en octobre 2018. Le représentant de la liste concurrente à droite, principal « opposant » à la Maire de Lille au conseil municipal de l'époque, qui avait toujours soutenu le projet

19. <https://fetelafriche.wordpress.com/2019/11/25/mardi-26-novembre-reunion-publique-alternatives-pour-saint-sauveur/>

et continuait d'en vanter les mérites dans la presse, nous expliquait qu'il avait été contre avant les autres même s'il avait voté pour, mais qu'hélas, les études d'impact, enquêtes publiques et campagnes de communication ayant déjà coûté suffisamment cher à nos bourses de citoyens, il n'aurait d'autre choix que de le mettre en œuvre pour éviter tout nouveau gaspillage! Et peu importe que la piscine prévue soit chiffrée à plus de 80 millions d'euros. Les élus EELV, membres de la majorité au conseil municipal, qui avaient à ce titre longtemps soutenu le projet, comme ils avaient défendu la densification de la ville pour des raisons supposément «écologiques»²⁰, même quand cela signifiait la destruction d'espaces de nature comme «l'îlot pépinière», dernier bail

20. L'argument longtemps défendu par ces écologistes est que pour «préserver les terres agricoles», il faudrait densifier encore la ville, et construire sur toutes les friches, les «dents creuses» etc. Sauf que dans les faits, les terres agricoles sont urbanisées tout autant que les espaces de nature en ville – entre 2002 et 2018, 1300 hectares de terres agricoles ont été urbanisés dans la métropole de Lille. Cette opposition fallacieuse entre nature des champs et nature des villes est mortifère : elle empêche de concevoir la préservation de la nature et des sols dans une continuité ville-campagne, et de contester un modèle de développement basé sur la croissance sans limite de métropoles-centres au détriment du reste du territoire asséché par l'exode vers ces centres urbains, et sans tenir compte des ressources réelles, forcément limitées, de ces métropoles.

rural de Lille, ou la friche Saint-Sauveur, mirent en avant le fait qu'ils contestaient finalement le projet – en fait depuis 2017, moment où la maire de Lille avait soudain décidé d'ajouter une piscine olympique ; et où l'opposition citoyenne s'était structurée. Ils firent cette promesse : il n'y aurait « aucune artificialisation nette » sur le site s'ils étaient élus. Sauf que sur un site ferroviaire initialement artificialisé sur 80% de sa surface – le belvédère, avec sa pleine terre, constituant l'exception - puis reconquis par une végétation pionnière, ce genre d'engagement ne signifiait rien. Ils crurent nous rassurer en remettant à une vague « conférence de consensus » les choix de programmation du site. Quant au représentant de la candidate En marche, il avait trouvé LA solution qui mettrait tout le monde d'accord. On aurait la densification urbaine ET la nature : on s'inspirerait de New York – des gratte-ciels entourant un Central Parc.

Nous ne voulons pas être expropriés de nos histoires, de notre histoire, avec le territoire que nous habitons, de nos savoirs, de nos souvenirs, de nos liens sensibles avec lui. D'un côté, on restaure le vieux Lille dans une fixité de carte postale, pour le touriste ; de l'autre, à Eurallille, Porte de Valenciennes, Faubourg-des-postes ou Bois-Blancs, on rase et on construit, pour l'inves-

tisseur ou la « creative class »²¹. Fatale « attractivité », qui raye de la carte, entre autres, des lieux de nature intégrés à notre quotidien, auxquels nous tenions : un terrain vague couvert de graminées sauvages, un jardin familial où on cultivait des légumes, un bosquet d'arbres où l'on entendait les oiseaux. Détruits, urbanisés. À la place, des immeubles, une rocade, un bâtiment municipal, un centre commercial. Du béton, du bitume, du maîtrisé. Ce sont des pertes intimes dont on ne parle plus avec le temps, elles sont vécues collectivement, socialement, comme « normales », corollaires du « progrès », d'une société qui « avance ». Pourtant, elles continuent de nous habiter. En passant à côté, on repense à ces arbres, on est envahi par la pensée fugitive de nos explorations passées, on est happé par le souvenir d'une perspective, d'une sensation, qu'on a perdues, définitivement - ce frémissement nostalgique, ce léger vacillement qui nous saisissent alors. Dans leur monde, *ce rapport sensible*

21. Comme le montrent les travaux du collectif Degeyter (Sociologie de Lille, La découverte, 2017), ces politiques ont aggravé les inégalités sociales et spatiales, au point que Lille est aujourd'hui la grande agglomération régionale la plus ségréguée de France. Le chercheur Fabien Desage rappelle que plus de la moitié du logement construit à Lille a été acheté par des investisseurs, ce qui contribue aux dynamiques de spéculation immobilière.

au territoire n'a pas lieu d'être. Et la seule histoire qui compte est la Grande, celle qui mérite l'intervention de l'architecte des bâtiments de France. Comprenez, habitants, que votre histoire sensible et vivante avec le territoire n'a dans leur monde aucune valeur.

Ainsi du belvédère, zone de pleine terre destinée à accueillir la piscine olympique. Pour l'expert en biodiversité, ce lieu ne vaut pas grand-chose : les grands arbres de plus de cinquante ans sont d'espèces communes, comme ces vulgaires peupliers dont on fait du bois d'allumette. Mais quid de leur histoire, du pont qu'ils érigent entre nous et ceux qui les ont plantés, du temps – deux générations d'hommes – qu'il a fallu pour qu'ils atteignent cette taille ? Que vaut le fait de savoir si c'est une variété rare, quand on les voit trembler au vent et que leurs feuilles font cette musique qui nous coupe des moteurs de la porte de Valenciennes ? Quand on reconnaît de loin les hautes silhouettes familières qui tranchent sur les tours environnantes et qu'on se réjouit par avance de la visite qu'on va leur rendre ? Que vaut notre affection, notre admiration pour ces lieux ? Devons-nous rester indifférents au sort de ces arbres, des animaux qu'ils abritent, ou de ce qui pousse si généreusement sur la friche et sur le belvédère, quand ce ne sont pas *des espèces protégées* ?

Nous ne voulons pas vivre dans une ville en chantier permanent, partout éventrée, rasée, reconstruite, criblée de grues, d'engins de chantiers monumentaux pour s'attaquer à des projets tout aussi monumentaux, dont la construction est programmée sur des années, ne laissant aucun répit aux habitants²² ? C'est ce qui est prévu pour la friche Saint-Sauveur, avec des travaux sur vingt ans. Ou pour les projets «Agora» et «Forum», qui consistent à détruire, en centre-ville, un bloc entier d'immeubles abritant notamment le conseil départemental, présentés dans les années 70 comme un modèle d'avant-garde, recourant aux technologies de construction les plus modernes. Un bloc de tours encore plus dense, avec une emprise au sol élargie, le remplacera, nouvelle avant-garde promise elle aussi à la destruction dans une ou deux générations. Un immense gâchis de matériaux, mais aussi de sols artificialisés par les milliers de tonnes de déchets issus de ces bâtiments qui ne résistent ni au temps ni à la mode. Et pour les habitants, pendant des années, c'est la promesse d'être confrontés à un environnement qui n'offre partout que mutilation, destruction et chaos, barrières de chantiers, zones interdites, voies de cir-

22. <https://forum-agera.fr/>

culation provisoires, bals de camions, etc. Nul n'en parle mieux que Bernard Charbonneau : « Le chantier, c'est le retour en principe provisoire au chaos créateur. Son « environnement » est celui d'un front de guerre. Guerre temporairement maléfique menée à des fins bénéfiques contre la nature ou les hommes qui sont. Là aussi des murs et des arbres s'abattent dans la poussière des explosions. L'antipaysage du chantier est celui d'une catastrophe souillée de toutes sortes de débris. Ronflements de machines et de camions. Chocs, hurlements, éviscérations, crevasses. Blessures, déportations et cadavres divers. Sur les coulées de béton ou d'asphalte fumant de ce relief en gestation rien ne peut pousser, ni fleurs, ni fêtes, comme sur tout champ de bataille. Un tel terrain peut être dit vague parce qu'il est vague en mouvement. L'on y travaille, on n'y vit pas. Il n'appartient pas au présent, il ne prendra forme qu'au futur. Le bonheur qui est temps d'arrêt, paisible dégustation du moment, n'a pas sa place dans cette agonie, antichambre d'un monde meilleur sans cesse remis au lendemain. La société du chantier ne peut qu'engendrer l'angoisse, le délire ou la révolte. »²³

23. B. Charbonneau, *Le changement*, Le pas de côté, 2013, p.97 [1990].

Nous ne voulons pas de leur monde où tout devient occasion de consommer. Vous voulez jouer? allez au casino, là où se trouvait autrefois le grand domaine de la ferme des Dondaines! Vous promener? arpen- tez donc la rue de Béthune, les rues commerçantes du Vieux Lille, Euralille, ou maintenant Lillenum, et bientôt «le cours Saint-So», pris sur une friche qui s'était renaturée! Vous cultiver? allez au théâtre, au cinéma – le plus grand complexe Pathé sera bientôt installé sur la friche de la rue de Marquillies – ou encore au Zénith – qui fut un jour un terrain vague, où jouaient les gamins du quartier Saint-Sauveur. Profitez des grands shows Lille 3000 qui crament en quelques spectacles, quelques expositions, des montagnes de matières, de déplacements, d'énergie, d'argent. Vous voulez voir du monde? installez-vous aux terrasses des cafés, restaurants, qui n'ont jamais autant mordu sur l' «espace public»! Faire du sport? vous aurez bientôt la plus grande piscine d'Europe à la place du parc du Belvédère. Et un nouveau mur d'escalade avec superbe vue sur le périph, l'auto- route, les voies ferrées, les buildings – que valait ce petit massif de pelouse avec ses trois arbres? Tou- ristes, consommez! Habitants, consommez! Et si vous ne pouvez pas, profitez des vitrines! De l'éta- lage d'opulence, du renouvellement permanent de la

mode. Rêvez à votre prochain e-phone, casque sans fil, enceinte connectée, à votre nouvel équipement de sport, votre prochain modèle de vélo électrique... *What's next?* Dans cette ville, rien ne semble faire limite – à part l'argent pour ceux qui n'en ont pas, ou pas assez : ni les matériaux utilisés, ni les déchets produits, ni les espaces dédiés, ni le vivant pulvérisé.

NOTRE MONDE VIVANT

Nous nous désaffilions de ce monde, leur monde. En désertant et en défendant Saint-Sauveur, *nous exprimons notre quête, désespérée et joyeuse, d'un monde qui corresponde davantage à nos aspirations, à nos désirs, à notre conscience.* Un monde qui nous permette de continuer de nous sentir vivants, au milieu du vivant, plus humains. Qui nous donne envie d'être en vie, parce que nos vies seront dignes d'être vécues. A travers Saint-Sauveur, nous essayons de défendre et d'inventer autre chose que la ville et la vie auxquelles nous assigne le régime des experts. Utopistes? Oui, nous voulons vivre ailleurs que dans cette dystopie.

Nous voulons vivre notre territoire, l'habiter avec nos corps, nos sens, nos souvenirs, nos sensibilités. Le relier à nos histoires, à nos mémoires, à nos rêves

et à nos pas. Nous voulons admirer la beauté du coucher de soleil depuis le belvédère. Sentir le vent du printemps faire frissonner sur la friche les vagues de graminées. Nous extasier des dizaines d'orchidées dont on n'a pas besoin de savoir qu'elles sont une « espèce protégée » pour faire le vœu, au premier regard de leurs pétales en forme d'abeille, qu'on les verra reflleurir. Continuer d'entendre la musique de ces peupliers qui font écran à la circulation du boulevard. Être saisis par la force de la vie végétale qui recouvre l'asphalte ou vient éclater le béton de la friche. Retrouver chaque saison dont le retour régulier construit notre sentiment de continuité, ancre nos souvenirs, installe nos existences dans une durée. Et dans une histoire collective puisque personne n'échappe à ces cycles.

Nous voulons que soit possible en ville, *la rencontre sensible avec ce monde vivant, animal et végétal*, et ne pas, comme nous le conseillait la maire de Lille en octobre 2018, suite à une de nos contestations du projet Saint-Sauveur, devoir « aller habiter ailleurs » parce que si on veut accéder « à la nature, on ne peut pas vivre en ville, il faut aller vivre à la campagne »²⁴

24. Cf. <https://www.lavoixdunord.fr/462416/article/2018-10-05/la-petite-phrase-de-martine-aubry-sur-saint-sauveur-passe-mal?&cpwback>

- campagne qui continue elle-même d'être détruite par l'urbanisation, l'industrialisation, etc. Nous ne nous résignerons pas à des vies déprimantes, amputées de ce que peut nous enseigner l'expérience d'un contact privilégié avec ce vivant. S'exiler des villes n'est pas une fatalité.

Parce que la destruction se nourrit de nos ignorances et que le soutien au vivant s'appuie sur des savoirs, *nous voulons renouer avec des connaissances et des savoir-faire* qui, jusqu'à récemment, se transmettaient de génération en génération. Dans nos potagers, conserver les graines, faire un semis, repiquer un plant, le voir grandir, entretenir, récolter ; reconnaître et nommer les plantes, les arbres et arbustes, qui poussent là, avec ou sans nous ; connaître leurs usages, alimentaires, médicaux, culturels ; savoir à leur chant qu'on entend un chardonneret, une mésange ou une linotte – ou bien un criquet.

Surinvestir nos espaces privés, consommer dans l'espace extérieur et approuver avec docilité ou par indifférence ce que nous impose le régime des experts : hors de question de voir nos existences réduites à ça ! *Nous voulons fabriquer notre présent et notre avenir sur et avec notre territoire de vie, en lien avec lui.* Et ce, avec d'autres, que nous voulons rencontrer ailleurs que dans l'entre-soi de nos milieux

professionnels ou de nos groupes d'appartenance. Ailleurs que dans des lieux marchands ou sur les réseaux sociaux. Ailleurs que dans ces cercles étroits contrôlés par la mairie que sont les conseils de quartier.

Nous voulons avoir un autre rapport moral, spirituel et culturel à notre territoire. Plutôt que l'utiliser, l'exploiter, l'éventrer et le consommer, selon les fonctions décidées pour nous par d'autres que nous, nous voulons arrêter sa destruction, en prendre soin, le ménager, l'économiser. Au fond, nous voulons des choses simples et essentielles : un air respirable, une eau potable sur le long terme, des terres épargnées pour nous nourrir, de la beauté ; à portée de nos pas ou de nos roues de vélo, nous voulons sentir les rythmes de la nature, voir pousser un chou ou un arbre, nous émerveiller, rencontrer, discuter, apprendre, faire des expériences, être en mouvement.

Nous sentir vivants.

Lille, septembre 2021

En luttant pour la friche Saint-Sauveur, ces vingt-trois hectares au centre de Lille, nous essayons de défendre et d'inventer autre chose que la ville et la vie auxquelles nous assigne le régime des experts. Utopistes? Oui, nous voulons vivre ailleurs que dans cette dystopie.

— PRIX LIBRE —
TOUS LES BÉNÉFICES SERONT
REVERSÉS À L'ASSOCIATION PARC
SAINT-SAUVEUR